

Sarah MELSENS (PASS et Réseau européen), Patrick FELTESSE (MOC), Marie-Agnès GILOT (CNE) et Yves HELLENDORF (CNE) ◆

Opération « draps blancs » contre la commercialisation de la santé et de la *protection sociale*

Si vous avez vu des draps et des affiches en soutien au personnel de santé apparaître aux fenêtres et balcons aux environs du 7 avril, Journée mondiale de la santé, une partie trouve son origine dans l'appel d'un réseau européen affirmant le droit à la santé pour tou.te.s, son refus de la marchandisation de la santé et de la privatisation de la protection sociale. L'occasion pour de nombreux.ses acteur.rice.s de la santé de sensibiliser le grand public, en dépit du report d'autres actions prévues et malgré le confinement.

Historique du Réseau européen et de la plateforme Santé et Solidarité

En mai 2011, une première conférence européenne en défense du service public de la santé a eu lieu à Amsterdam, en présence de militant.e.s venant de plusieurs pays européens. Son objectif : échanger les expériences des luttes et collectiviser les informations sur les attaques contre les services publics de santé et les rapports de force dans les différents pays. En effet, de nombreux pays du Sud de l'Europe, subissant davantage l'impact de la crise financière de 2008 sur leur endettement public, ont vu leur système de santé affecté par les programmes d'économies drastiques, la libéralisation de leur gestion et la privatisation, avec de graves conséquences sur l'accès aux soins et sur l'état de santé de leur population. Les mois suivants, le mouvement s'est élargi et plusieurs conférences européennes se sont tenues dans d'autres pays, appelant notamment à des semaines d'action et de sensibilisation « pour le droit à la santé des peuples et contre le démantèlement des services publics de santé et leur marchandisation ». En octobre 2012, le Réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale a adopté la Déclaration de Varsovie, véritable charte avec un contenu politique et une assise méthodologique.

Au niveau belge, la Plateforme d'action santé et solidarité (PASS) réunit, depuis 2007, une grande variété d'acteur.rice.s de la santé venant tant du nord que du sud du pays, dont la CNE

et la Mutualité chrétienne, avec le soutien d'autres mouvements, comme le MOC. Elle cherche à échanger les analyses, à sensibiliser le grand public et à influencer les décideurs politiques pour promouvoir une politique de santé progressiste et solidaire en Belgique surtout, mais aussi en Europe et dans le Monde¹.

Revendications politiques en lien avec la crise sanitaire

Le Réseau européen défend un égal accès pour tou.te.s à la santé comme droit universel, un financement public ou basé sur les cotisations et un système de santé basé sur des opérateurs publics ou réellement sans but lucratif et protégé des logiques marchandes et en particulier de profit. Il prône également une démocratie sanitaire permettant à la population et aux acteur.rice.s sociaux.ales de participer à la gestion des soins de santé et à la détermination des besoins et des politiques de santé. Ainsi qu'à celle des politiques influençant les déterminants de la santé (le revenu, l'emploi, les conditions de travail, le logement ou l'environnement), marqués par les inégalités socio-économiques et de genre.

La crise sanitaire liée au coronavirus a mis en lumière les problèmes structurels vécus par les professionnel.le.s de la santé et les patient.e.s ; en particulier l'insuffisance des budgets et des moyens humains par rapport aux besoins. En cause, une gestion focalisée à l'excès sur des objectifs budgétaires et la commercialisation du secteur. En effet, tous les pays d'Europe sont soumis à cette

même influence de la doctrine néo-libérale, à la primauté des objectifs économiques et à l'austérité budgétaire alors que l'évasion fiscale et la concurrence fiscale entre États membres font perdre des ressources publiques ; ce qui permet aux opérateurs commerciaux de pénétrer le « marché » de la santé.

Le coronavirus contribuera-t-il à éveiller l'opinion publique et à forcer un changement profond de nos priorités politiques ? Pour le Réseau européen, il faut une rupture claire avec l'austérité et la commercialisation de la santé. C'est pourquoi il réclame une vraie politique de santé publique avec une vision à long terme.



© Esperluette

L'UE devrait être chargée d'organiser davantage la solidarité et la coopération entre les États membres, notamment face aux crises sanitaires. En particulier, les États européens avec l'Union européenne devraient adopter une stratégie plus résolue pour réguler et négocier les prix des nouveaux médicaments et équipements médicaux. La recherche doit également être davantage coordonnée et financée par le secteur public pour réduire le prix des spécialités pharmaceutiques et des vaccins.

Stratégie et actions pour la Journée mondiale de la santé

Le *Réseau européen* travaille d'une part avec des « coordinations nationales » de divers pays et d'autre part, avec d'autres réseaux européens, comme *Alter Summit*², *PHM*³, la *Fédération européenne des syndicats du secteur public*. Il vise à développer et coordonner des initiatives de résistance à cette dérive.

Ensemble, ONG, syndicats, politiques, académiques, ... peuvent faire valoir un autre modèle de protection sociale basé sur un financement solidaire et sur des opérateurs publics ou non marchands, qui est à la fois plus performant et moins onéreux. Il contribue aussi à une société de l'inclusion qui permet de participer à la création de biens communs en fonction de ses capacités et d'en bénéficier selon ses besoins. Depuis 2016, le *Réseau* organise autour du 7 avril, consacrée Journée mondiale de la santé, **une semaine anti-commercialisation** basée notamment sur :

- la mise à disposition d'outils d'analyse et de conscientisation ;
- la promotion de la coordination des initiatives locales ou nationales ;
- l'intégration des actions dans un programme européen, reprenant des actions décentralisées, et une action européenne ;
- des interpellations des responsables nationaux, des députés européens et de la Commission européenne.

Une campagne d'interpellation des représentant.e.s européen.ne.s et de sensibilisation de la population a été initiée en vue des élections de mai 2019 pour exiger le réinvestissement dans des soins de santé de qualité, accessibles à tou.te.s et, le plus possible, libres des opérateurs commerciaux. Le 2 avril 2019, après une série de prises de parole place du Luxembourg et la signature par plusieurs parlementaires européen.ne.s d'une déclaration de principe par laquelle il.elle.s s'engagent à défendre des axes en faveur d'une santé accessible pour tou.te.s, une conférence s'est tenue au sein du parlement avec retransmission sur grand écran, durant laquelle les élu.e.s ont expliqué leur engagement. Des prises de parole (universitaires, associatifs, syndicalistes, député.e.s européen.ne.s et membres du *Réseau*) ont aussi dressé un tableau très négatif de la commercialisation de la santé et de la protection sociale en Europe et défendu une Europe sociale au sein de laquelle l'économie devrait être au service du bien-être des populations.

En 2020, une grande mobilisation dans pas moins de 12 pays européens était en train de se préparer autour de l'accessibilité à la santé et la protection sociale. En même temps, les actions étaient prévues pour soutenir les travailleur.euse.s des établissements de soins et de l'action sociale qui se mobilisent depuis

plus d'un an dans différentes régions d'Europe. Une conférence au Parlement européen avec les député.e.s signataires de la déclaration de principe était planifiée en avril.

C'était sans compter la pandémie du Covid-19 et ses répercussions sur le système de santé européen et mondial. Fin février, un cri d'alarme nous est parvenu des collègues italiens avec des témoignages terribles : l'état des hôpitaux de proximité dans le Nord de l'Italie (comme dans tout le pays), ainsi que la régionalisation du système de soins de santé, n'ont pas pu faire face à la pandémie et ont rendu impossible la mise en place d'un plan national de prévention et de gestion, et une distribution de matériel médical et de protections. Rapidement, le *Réseau européen* et le *People's Health Movement* ont réorienté leurs projets d'action, car l'annulation de ces dernières n'avait pas de sens et les problèmes structurels dénoncés par cette crise révélaient les conséquences des politiques combattues. Plus que jamais, il était urgent de créer une Europe de la santé avec des systèmes de « santé publique » solides grâce à un financement adéquat, de qualité et accessible à tou.te.s.

Organisée le 7 avril dernier à l'échelle européenne, l'action « draps blancs » appelait à « **propager la solidarité, pas le virus** » en accrochant à sa fenêtre un message en faveur d'une santé pour tou.te.s. Plus de 500 localisations ont été marquées sur la carte interactive ; d'autres expressions individuelles et collectives ont été partagées sur les réseaux sociaux à travers l'Europe. Malgré le confinement, nombreux.ses sont ceux et celles qui ont manifesté leur attachement à un système de santé public ou non lucratif au service des populations. L'appel du *Réseau* a été soutenu par 160 organisations européennes et a dépassé largement le cercle habituel des manifestations et actions syndicales et militantes. Les citoyen.ne.s, sans être attaché.e.s à une organisation, ont massivement exprimé leur soutien au personnel soignant. Par ailleurs, plus que les années précédentes, les médias ont relayé les recommandations du *Réseau*. Le 10 mai, un communiqué « **Confinons la finance et l'austérité** » cosigné par une centaine d'organisations souhaitant prolonger la campagne a été diffusé, tout en défendant, une transition vers un monde socialement juste et écologiquement responsable.

Les modes d'action du *Réseau* sont davantage dans la mobilisation que dans le travail de lobbying auprès des institutions européennes car, pour celui-ci, ce modèle ne sera pas changé uniquement par un travail de plaidoyer, mais aussi par un rapport de force des professionnel.le.s de la santé et de l'action sociale, soutenus par la population, pouvant réellement peser sur les politiques. D'autant que les impacts de la commercialisation de la santé et du sous-financement sont aussi vécus par les bénéficiaires.

La crise sanitaire, ainsi que la crise sociale, économique et politique actuelle doivent devenir un levier pour peser sur les agendas politiques à tous les niveaux. Par ailleurs, la mobilisation de la population et la convergence des mouvements sont nécessaires pour construire, ensemble, un monde fondé sur la coopération et la cohésion sociale, l'équité et la solidarité. ■

1. www.sante-solidarite.be
2. www.altersummit.eu/?lang=fr
3. *People's Health Movement* réunit des acteur.rice.s et réseaux du monde en faveur du droit à la santé pour tous et toutes, inscrit dans la *Déclaration d'Alma Ata* (<https://phmovement.org/>).